

Les soignants à nouveau mobilisés ce mardi 30 juin

Après la réussite de la mobilisation du 16 juin, et toujours insatisfaits sur leurs revendications, la plupart des organisations syndicales et collectifs – AMUF, APH, Collectif Inter Urgences, Inter hôpitaux, SNPI CFE-CGC, CGT, FO, Unsa – ont appelé à une nouvelle journée de grève nationale, ce mardi 30 juin.

Si le Ministre de la Santé a été contraint de débloquer 6 milliards d'euros pour les salaires des personnels hospitaliers non médicaux, rappelons que les soignants n'ont toujours pas vu la couleur des primes promises par le gouvernement, et qu'aucune annonce n'a été faite concernant la revalorisation immédiate de 300 euros net par mois pour l'ensemble du personnel hospitalier, dès maintenant.

Quant à l'enveloppe, il semble qu'elle devrait être partagée entre le secteur privé et le secteur public, comme l'a confirmé le président de la Fédération des cliniques et hôpitaux privés de France (FHP). **Face à cette véritable provocation, le collectif Inter-Urgence s'indigne de ce partage avec le privé** : *« Mais que vient faire le privé à but lucratif dans ces négociations ? C'est aux cliniques d'augmenter les salaires de leur personnel, peut être en réduisant les dividendes versés aux actionnaires ! ».*

Cette orientation est bien dans le droit fil de toutes les politiques de démantèlement de l'hôpital public depuis des décennies, qu'un rapport de la CDC, commandé par l'Elysée, suggère d'ailleurs de reconduire !

Bien entendu, aucun plan d'embauches de personnel n'est envisagé, le ministre étant laconique sur les fermetures de lits en souhaitant ne plus vouloir de « fermeture sèche sans solution » : du pur baratin qui ne trompe personne et qui ne peut calmer la juste colère des soignants.

Il apparaît de plus en plus évident que Le Ségur de la santé n'est qu'une mascarade, qui vise à contenir la colère des soignants en faisant quelques concessions tout en revendiquant et en comptant poursuivre la logique de privatisation de l'hôpital public qui l'a mené à son état de crise actuel.

Le mouvement des soignants rejette en bloc le Ségur de la santé puisqu'il a choisi de construire un rapport de force par la mobilisation et l'organisation des soignants à la base.

La CGT, ses militant-e-s et ses organisations doivent s'y inscrire pleinement.